

ASSOCIATION PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES-FRANCE

23 rue Dagorno
75012 PARIS

RAPPORT

de

FERCO S.A.S

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

:--:--:--:

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 6 JUIN 2022



103, Avenue Raspail – 94250 Gentilly
Tél : 01.47.40.81.50
ferco@ferco-experts.fr
www.ferco-experts.fr

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES-FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, le poste fonds dédiés est alimenté par les fonds reçus de financeurs et non utilisés à la clôture de l'exercice. Ce poste est évalué par votre délégué général en fonction des actions menées sur l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Gentilly, le 20 mai 2022

Pour **FERCO SAS**
Commissaire aux Comptes
Jean-Christophe FORESTIER
Commissaire aux comptes associé

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS

2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts	3 694	3 694		
Autres immobilisations financières				
Total I	3 694	3 694		
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 220		1 220	5 125
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	218 813		218 813	288 315
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	383 478		383 478	374 090
Charges constatées d'avance	6 139		6 139	1 861
Total II	609 650		609 650	669 392
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	613 344	3 694	609 650	669 392

Bilan

	Net au 31/12/21	Net au 31/12/20
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	144 493	141 664
Excédent ou déficit de l'exercice	1 863	2 829
Situation nette (sous-total)	146 355	144 493
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	146 355	144 493
FONDS REPORTEES ET DEDIEES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	87 253	60 778
Total II	87 253	60 778
PROVISIONS		
Provisions pour risques	12 000	9 000
Provisions pour charges	2 000	1 500
Total III	14 000	10 500
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
<i>Emprunts</i>		
<i>Découverts et concours bancaires</i>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 370	39 735
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	39 252	25 027
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	300 420	388 859
Total IV	362 042	453 621
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	609 650	669 392

Compte de résultat

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations	2 192	0,74	1 784	0,82	408	22,87
Ventes de biens et de services	4 705		7 377		-2 672	-36,22
Ventes de biens	200	0,07	3 210	1,47	-3 010	-93,77
Ventes de prestations services	4 505	1,52	4 167	1,91	338	8,10
Produits de tiers financeurs	289 051		209 185		79 866	38,18
Concours publics et subventions d'exploitation	289 051	97,67	209 185	95,80	79 866	38,18
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	4 500	1,52	5 516	2,53	-1 016	-18,42
Utilisation des fonds dédiés	60 778	20,54			60 778	
Autres produits			4 099	1,88	-4 099	-100,00
Total I	361 226	122,06	227 962	104,40	133 264	58,46
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	88 476	29,90	71 726	32,85	16 750	23,35
Aides financières	53 764	18,17	13 180	6,04	40 584	307,92
Impôts, taxes et versements assimilés	1 919	0,65	968	0,44	951	98,24
Salaires et traitements	90 295	30,51	58 278	26,69	32 017	54,94
Charges sociales	26 479	8,95	17 216	7,88	9 264	53,81
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	3 694	1,25			3 694	
Dotations aux provisions	8 000	2,70	3 000	1,37	5 000	166,67
Reports en fonds dédiés	87 253	29,48	60 778	27,84	26 475	43,56
Autres charges	1		345	0,16	-344	-99,68
Total II	359 882	121,60	225 491	103,27	134 391	59,60
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 344	0,45	2 471	1,13	-1 127	-45,59
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	518	0,18	493	0,23	26	5,19
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	518	0,18	493	0,23	26	5,19
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	518	0,18	493	0,23	26	5,19
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	1 863	0,63	2 964	1,36	-1 101	-37,15
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg						
Total V						

Compte de résultat

	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion			135	0,06	-135	-100,00
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI			135	0,06	-135	-100,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			-135	-0,06	135	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	361 744	122,23	228 454	104,63	133 290	58,34
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	359 882	121,60	225 626	103,33	134 256	59,50
EXCEDENT OU DEFICIT	1 863	0,63	2 829	1,30	-966	-34,15
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature	20 800		19 100		1 700	8,90
Prestations en nature						
Bénévolat	106 466		106 375		91	0,09
TOTAL	127 266		125 475		1 791	1,43
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite	20 800		19 100		1 700	8,90
Prestations en nature						
Personnel bénévole	106 466		106 375		91	0,09
TOTAL	127 266		125 475		1 791	1,43

COMPTES ANNUELS

2021

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : PARLEMENT EUROPEEN DES JEUNES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021, dont le total est de 609 650 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 1 863 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20/05/2022 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le PEJ-France (Parlement Européen des Jeunes – France) est une association nationale d'éducation à la citoyenneté portée par et pour des jeunes engagés pour renforcer la participation citoyenne et l'ouverture interculturelle des jeunes. Par l'expression, l'échange et le débat sur des sujets d'actualité, nous amenons les jeunes à exercer leur citoyenneté et s'ouvrir sur d'autres cultures en rencontrant des jeunes de toutes régions de France et d'Europe. Membre d'un réseau de 40 pays européens et organisé en 6 comités régionaux, nous portons en France une diversité d'activités qui encourage la participation et l'engagement des jeunes :

- Sessions de simulation parlementaire et Forums étudiants
- Interventions pédagogiques en classes et hors cadres scolaires
- Groupes de débats en lycées
- Formations et événements de réseau pour accompagner l'engagement des jeunes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2021 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et méthodes comptables

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières		3 694		3 694
Immobilisations financières		3 694		3 694
ACTIF IMMOBILISE		3 694		3 694

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 229 866 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 694	3 694	
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 220	1 220	
Autres	218 813	218 813	
Charges constatées d'avance	6 139	6 139	
Total	229 866	229 866	
Prêts accordés en cours d'exercice	3 694		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	1 500	2 000	1 500		2 000
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	9 000				12 000
Total	10 500	2 000	1 500		14 000
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		8 000	4 500		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 362 042 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 370	22 370		
Dettes fiscales et sociales	39 252	39 252		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	300 420	300 420		
Total	362 042	362 042		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	3 900
Total	3 900

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	6 139		
Total	6 139		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	300 420		
Total	300 420		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 900 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Suivi des subventions affectées

Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
	A	B	C	A - B + C
<i>E+ CITOYENNETE</i>	17 300	17 300	9 959	9 959
<i>E+ DIVERS IDEE</i>	1 000	1 000	15 872	15 872
<i>E+ E-CITOYEN</i>	5 500	5 500	13 362	13 362
<i>E+ ACCES</i>	29 478	29 478	40 560	40 560
<i>HIPPOCRENE</i>	7 500	7 500	7 500	7 500
Total	60 778	60 778	87 253	87 253

Rapport subvention Erasmus+ 2021

Parmi les subventions perçues en 2020 par le PEJ France, quatre ont été reportées sur les exercices suivants, notamment l'exercice 2021. En 2021, une subvention a été perçue et est également reportée sur les exercices suivants.

Il s'agit de subventions obtenues dans le cadre de conventions pluriannuelles conclues avec l'agence Erasmus+. Ce document présente les différents projets ainsi que les frais engagés sur l'exercice 2021 et les prévisions budgétaires pour les exercices à venir. Ces explications sont complétées par le tableau "fonds dédiés erasmus + 2021".

1. European ACCES - 255 848€

European ACCES a débuté en octobre 2020 et doit se terminer en juillet 2023. Ce projet coordonné par le PEJ France réunit quatre partenaires étrangers: Ecos (Portugal), Istek belde High School (Turquie), FESD (Espagne), Janosz Sigmund high School (Roumanie) et Valkeakoski high School (Finlande). Il s'agit d'un projet international de coopération et d'échange de pratiques. Il est centré autour de la compréhension qu'ont les jeunes de la citoyenneté et quel rôle joue le système éducatif dans celle-ci. Ce projet souhaite se faire rencontrer des approches différentes de l'éducation civique au moyen de rencontres internationales et de coopération entre professionnels jeunesse.

La subvention accordée couvre les frais de gestion de projet ainsi que les rencontres internationales et les productions intellectuelles issues des échanges et de la coopération dans le cadre de ce projet :

- 6 rencontres sous forme de réunion de travail réunissant les partenaires (TPM) coordonnés chacun par un partenaire du projet en France, Espagne, Turquie, Roumanie, Finlande, Portugal.
- 4 "Multipliers events" (E), des événements d'échanges réunissant des jeunes et partenaires pour présenter les avancées du projet et

Notes sur le compte de résultat

discuter autour de temps pédagogiques sur des sujets d'actualité, organisées chacune par un partenaire du projet en France, en France, Espagne, Roumanie, Finlande, Portugal.

- 1 Formations (F), organisées chacune par le PEJ France en France

- IO1 : "Production intellectuelle 1" : enquête sur la citoyenneté des jeunes en Europe (tous les partenaires, coordination par le PEJ France)

- IO2 : "Production intellectuelle 2" : Vademecum des bonnes pratiques d'éducation à la citoyenneté en Europe (coordination par le PEJ France et ECOS)

- IO3 : "Production intellectuelle 3" : Plateforme numérique de débat (coordination par le PEJ France)

- IO4 : "Production intellectuelle 4" : Guide pratique (tous les partenaires, coordination par le PEJ France)

- IO5 : "Production intellectuelle 5" : Livret de Formations (tous les partenaires, coordination par le PEJ France).

- IO6 : "Production intellectuelle 6" : Livret de propositions des jeunes (tous les partenaires, coordination par le PEJ France).

- Les frais de gestion du projet partagés entre les partenaires principaux conventionnés.

Du fait de la situation sanitaire, les rencontres de travail internationales et les multiplier events ont eu lieu en ligne ou ont été reportés à 2022. Aucun frais n'a ainsi été engagé en 2021 concernant l'organisation d'événements internationaux.

Des frais ont été engagés concernant la réalisation des productions, qui ont pu avancer grâce à l'utilisation de technologies numériques : 69 146 €

- IO1 - une enquête sur la citoyenneté des jeunes en Europe diffusée en ligne, coordonnée et mise en place par le PEJ-France

- IO2 - un vademecum des bonnes pratiques d'éducation à la citoyenneté en Europe - coordonné par le PEJ-France et diffusé auprès d'enseignant-es européen-es

- IO3 : une plateforme numérique de débat - mise en place par le PEJ-France

Toutefois, du retard a été pris sur l'ensemble des productions, qui seront finalisés en 2022 (IO1, IO2) ou 2023 (IO3).

Enfin, des frais de gestion ont été reversés par le PEJ-France à chaque partenaire du projet.

Du fait du passage en ligne de deux événements et du nombre estimé réduit de participant-es aux événements de l'automne 2022, nous anticipons un remboursement partiel de la subvention (à hauteur de 20 000 euros environ) qui sera à effectuer en 2023-2024, une fois le projet terminé et le rapport final rendu.

- Fonds dédiés : 18 082 € reportés sur 2022 dû au décalage des activités et productions suivantes :

- 3 552 € IO1

- 10 530 € IO 2

- 2 500 € IO3

- 1 500 € frais de gestion PEJ

- Fonds dédiés : reportés sur 2023 du fait de décalage de la production suivante : 2000 IO3

- Fonds qui ne seront pas dépensés du fait d'événements en ligne : 8 478 € TPM1 ; 12 000 € E1+TPM2 (pour l'instant reportés en Fonds dédiés)

- Montants constatés d'avance sur 2022-2023 : 255 858 - 2500 - 69 146 - 18 082 - 2000 - 20 478 = 143 642 €

2. E-citoyens- 75 859 €

Ce projet a débuté le 16 novembre 2020 et se termine le 15 juillet 2022. Il s'agit d'un projet de coopération internationale et d'échange de pratiques en association avec Polyspektiv (Allemagne) et la FSDJ (Suisse) que le PEJ France coordonne. E-citoyens souhaite encourager le développement de pratiques innovantes en matière de citoyenneté chez les jeunes à travers le numérique.

La subvention couvre les frais de fonctionnement et d'organisation de trois rencontres transnationales ainsi que trois réunions de travail et trois formations organisées à tour de rôle dans les différents pays partenaires.

- 3 rencontres sous forme de réunion de travail réunissant les partenaires (TPM) coordonnés chacun par un partenaire du projet en France, en Suisse, en Allemagne.

- 3 visites participatives (E), organisées chacune par un partenaire du projet en France, en Suisse, en Allemagne avec un groupe de jeunes des 2 autres pays.

- 3 Formations (F), organisées chacune par un partenaire du projet en France, en Suisse, en Allemagne avec un groupe de jeunes des 2 autres pays.

Notes sur le compte de résultat

- Les frais de gestion du projet partagés entre les partenaires principaux conventionnés.

Du fait de la situation sanitaire, une visite participative en Allemagne a été reportée en 2022. De plus, le lancement initial du projet ayant été décalé, le travail effectué et la fin de celui-ci l'ont également été : la fin du projet initialement prévue en 2022 a ainsi été reportée en 2023 et les frais de gestion ont été décalés tout au long du projet sur les années 2022 et 2023.

Des frais ont été engagés concernant : 26 208 €

- TPM1 France - une première réunion de travail à Paris
- E : Visite participative France - visite participative accueillant des jeunes des structures partenaires à une session régionale du PEJ-France
- E : Visite participative Suisse - visite participative accueillant des jeunes des structures partenaires à un événement de la FSPJ

Enfin, des frais de gestion ont été reversés par le PEJ-France à chaque partenaire du projet.

- Fonds dédiés : 9 026 € reportés sur 2022 dû au décalage des activités et productions suivantes :
 - 7 666 € E - Visite participative Allemagne
 - 1 360 € frais de gestion partenaire
- Fonds dédiés : 4 336 € reportés sur 2023 du fait de décalage de la production suivante :
 - 1 780 € frais de gestion partenaires
 - 2 556 € frais de gestion PEJ
- Montants constatés d'avance sur 2022-2023 : $75\,859 - 26\,208 - 9\,026 - 4\,336 = 36\,289$ €

3. Divers'idées - 48 172€

Ce projet a débuté le 15 octobre 2020 et se termine le 14 août 2022, suite à un report de 6 mois accordé par l'Agence Erasmus+ du fait de la situation sanitaire. Divers'idées s'inscrit dans une démarche d'inclusion des publics jeunes traditionnellement éloignés des débats publics. Ce projet vise à réunir des jeunes de parcours et origines diverses, notamment hors scolaire, autour de thématiques d'actualités et les amener à échanger avec des décideurs politiques sur ces thèmes.

La subvention couvre les frais d'organisation et de fonctionnement de 9 rencontres sur l'ensemble du territoire :

- A1, un événement de lancement organisé en 2020
- A2, dans 6 villes différentes, 2 interventions pédagogiques et une session d'une journée prévues à l'origine début 2021 et décalées au printemps 2021.
- A3, Forum National, décalé du printemps 2021 à début 2022
- A4, Restitution du projet prévue en 2022.

- Des frais de fonctionnement

Du fait de la situation sanitaire, certains événements A2 prévus n'ont pas pu être organisés, ont été organisés avec moins de participant-es ou ont été décalés en 2022. Les frais de fonctionnement ont également été décalés du fait du report d'activités.

Des frais ont été engagés concernant : 10 800 €

- A1 - événement de lancement
- A2 - activités menées au CGO et au CCE
- Des frais de fonctionnement

Du fait du nombre réduits de participant-es aux activités proposées et de l'annulation de certaines activités, nous anticipons un remboursement partiel de la subvention (à hauteur de 8 400 euros environ) qui sera à effectuer en 2022-2023, une fois le projet terminé et le rapport final rendu.

- Fonds dédiés : 7 500 € reportés sur 2022 dû au décalage des activités et productions suivantes :
 - 1500 € A2 - Activités CNE
 - 1000 € A2 - Activités IDF
 - 1000 € A2 - Activités CGS

Notes sur le compte de résultat

- 4000 € frais de gestion PEJ
- Fonds qui ne seront pas dépensés du fait d'annulation d'événements ou d'événements moins importants que prévus (pour l'instant reportés en Fonds dédiés) : 8 372 €
- 1000 € A2 - Activités CGO
- 500 € A2 - Activités CNE
- 1700 € A2 - Activités CCE
- 1000 € A2 - Activités IDF
- 2000 € A2 - Activités CCO
- 1000 € A2 - Activités CGS
- 1 172 € - Forum national
- Montants constatés d'avance sur 2022 : 48 172 - 1 500 - 10 800 - 7 500 - 8 372 = 20 000 €

4. Citoyenneté en débat - 49 268€

Ce projet a débuté le 1er mars 2020 et se termine le 28 février 2022, suite à un report de 6 mois accordé par l'Agence Erasmus+ du fait de la situation sanitaire. Le PEJ France est coordinateur de Citoyenneté en débat qu'il mène en association avec trois autres associations de jeunes : Jet d'encre, Animafac et Citizenship. Ce projet vise à interroger les jeunes de parcours et origines diverses sur leur perception de la citoyenneté et proposer des innovations et des améliorations concernant le parcours de vie citoyenne de ces jeunes.

La subvention couvre l'organisation de 10 rencontres sur l'ensemble du territoire (déplacements et frais de fonctionnement) :

- Un événement de lancement A1 réalisé en 2020
- A2 : 4 rencontres-débats organisées chacune par un partenaire en 2020
- A3 : Un Forum Citoyen décalé de novembre 2020 au printemps 2021
- A4 : Des ateliers et une consultation en ligne menées en 2021
- A5 : Un événement final décalé de fin 2021 à début 2022.

- Les frais de gestion du projet partagés entre les partenaires principaux conventionnés.

Du fait de la situation sanitaire, les deux événements nationaux (Forum citoyen et événement final) ont été moins importants que prévus, comptant moins de participant-es. La consultation en ligne a également été moins relayée que prévue et les frais de fonctionnement liés au projet ont été moindre du fait des ateliers réalisés en ligne plutôt qu'en présentiel.

Des frais ont été engagés concernant : 16 600 €

- Le Forum citoyen - réunissant une cinquantaine de participant-es à Paris
- La consultation en ligne
- Des frais de fonctionnement

Du fait du nombre réduits de participant-es aux activités proposées, de l'annulation de certaines activités et du passage des ateliers en ligne, nous anticipons un remboursement partiel de la subvention (à hauteur de 10 000 euros environ) qui sera à effectuer en 2022-2023, une fois le projet terminé et le rapport final rendu.

- Fonds qui ne seront pas dépensés du fait d'annulation d'événements ou d'événements moins importants que prévus (pour l'instant reportés en Fonds dédiés) : 9 959 €
- 2 585 € A3 - Forum citoyen
- 1 000 € A4 - Consultation en ligne
- 1 000 € A5 - Événement final
- 5 374 € Frais de fonctionnement
- Montants constatés d'avance sur 2022 : 49 268 - 18 000 - 16 600 - 9 959 = 4 709 €

5. Parcours inter'actions - Open-Vox 2.0 - 59 620 €

Ce projet a débuté le 1er novembre 2021 et se termine le 1er juillet 2023. Le PEJ France est coordinateur du programme qu'il mène en association avec une association partenaire, le Réseau national des juniors associations. Ce nouveau projet permet aux lycéens de France métropolitaine et d'outre-mer de s'approprier les enjeux qui les concernent, grâce à l'expertise du PEJ, et de leur donner

Notes sur le compte de résultat

l'envie d'agir avec le soutien de la RNJA.

La subvention couvre l'organisation de plusieurs temps forts :

- 6 journées de l'engagement, organisées dans chacun des lycées en 2022
- 3 rencontres régionales organisées en Mayotte, Martinique et métropole en 2022
- 1 rencontre nationale organisée en métropole en 2023

- Les frais de gestion du projet partagés entre le PEJ-France et le RNJA.

En 2021, aucun frais n'a été engagé, du fait du démarrage tardif du programme lié à la situation sanitaire, reporté en janvier 2022.

- Montants constatés d'avance sur 2022 - 2023 : 59 620 €

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	157 099	75 000	15 500		41 452	289 051
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						289 051